

**SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE LA DIX HUITIEME SESSION DE LA
CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION CADRE DES
NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

DOHA, QATAR DU 26 NOVEMBRE AU 07 DECEMBRE 2012

**DISCOURS DE MONSIEUR DAVID SAGARA MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ASSAINISSEMENT DU MALI**

- Excellences Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement ;
- Excellence Mr Ban Ki Moon, Secrétaire Général des Nations Unies ;
- Excellence Mr Abdullah Bin Hamad Al-Attiyah, Président de l'Autorité Administrative, du Contrôle et de la Transparence du Qatar, Président de la 18^{ième} Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- Excellence Madame Christiana Figueres, Secrétaire Générale de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- Honorables Ministres ;
- Distingués délégués ;
- Mesdames et Messieurs.

C'est un très grand honneur et un privilège pour moi, de m'adresser aujourd'hui à la dix huitième Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Permettez moi tout d'abord avant tout propos de remercier très chaleureusement le Gouvernement et le Peuple du Qatar pour la parfaite organisation de cet événement et pour l'hospitalité dont ma délégation et moi-même faisons l'objet depuis notre arrivée dans cette belle et agréable ville de DOHA.

Monsieur le Président;

Ma délégation se joint à moi pour vous féliciter, pour votre brillante élection comme Président des travaux de la dix huitième session de la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ainsi que ceux de la huitième session de la Réunion des Parties au Protocole de Kyoto.

Je voudrais également saisir cette opportunité pour remercier ici au nom du Gouvernement tous les pays qui apportent leur soutien au Mali par rapport aux difficultés qu'il traverse présentement dont les causes profondes peuvent être les effets du changement climatique faisant du Sahara et du Sahel une zone hostile à la vie humaine.

- **Monsieur le Président ;**
- **Mesdames et Messieurs.**

Le climat change. Il change sous l'effet de l'action de l'homme, provoquant un réchauffement accéléré de la terre. Face à ce constat de plus en plus étayé par la science, la mobilisation internationale demeure insuffisante, ce qui risque de remettre en cause la survie d'innombrables espèces sur terre.

Cette situation risque de compromettre les progrès accomplis par l'humanité depuis des décennies. Elle vient inhiber notre combat contre la pauvreté et notre quête pour un développement durable. À terme, elle pourrait même mettre en péril la paix et la sécurité dans le monde.

En effet, la perte de la diversité biologique tout comme la désertification sont les conséquences directes du réchauffement climatique. Le régime pluviométrique du Mali, pays à 62 % désertique, en est à n'en point douter très affecté.

Les relevés météorologiques réalisés au Mali depuis les années 1950 montrent une tendance à la hausse des températures sur l'ensemble du territoire, corrélée avec une baisse de la pluviométrie et une augmentation de la sécheresse.

Un rapport récent sur la désertification, établi par un groupe d'experts sous la direction de l'Université des Nations Unies, affirme que la modification du climat fait de la désertification « le plus grave défi écologique de notre époque ».

Les quelques éléments ci-dessus rapportés font que la recherche de synergie entre les Programmes de lutte contre la désertification qui établissent des passerelles entre politique de développement et politique de l'environnement, et les PANAs élaborés au titre de la Convention sur les Changements Climatiques, offrirait une occasion inexploitée de mettre en place des moyens d'intervention de vaste portée.

Une démarche intégrée de ce type, face aux changements climatiques procurera de multiples avantages, notamment pour les groupes défavorisés des zones arides et semi-arides qui souffrent le plus de ce fléau.

C'est pour répondre à ces exigences que le Mali a élaboré une politique nationale en matière de changement climatique et un cadre stratégique d'investissement sur la gestion durable des terres.

- **Monsieur le Président ;**
- **Mesdames et Messieurs.**

Le Mali s'associe aux déclarations faites par l'Algérie au nom du Groupe des 77 et de la Chine, par le Royaume du Swaziland au nom du Groupe Africain et par la Gambie au nom du Groupe des Pays les Moins Avancés.

Mon pays plaide pour la mise en œuvre d'ambitieux engagements, renforcés, stables et prévisibles dans le domaine de la finance, du transfert de technologie et du renforcement des capacités en faveur des pays en développement qu'il considère comme est un impératif incontournable.

Nous espérons qu'ici à Doha nous nous accorderons au moins sur:

- Le démarrage de la 2^{ème} période d'engagement du Protocole de Kyoto au 1^{er} janvier 2013 avec une période de 5 ans et une application provisoire afin d'éviter le gap entre les deux périodes.

- l'amendement de l'Annexe B du Protocole de Kyoto reflétant les engagements ambitieux des pays développés, tels que recommandés par la science, à savoir des réductions d'émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% en 2020 par rapport au niveau de 1990 afin d'atteindre les plus bas niveaux de stabilisation évalués et établis dans le Quatrième Rapport du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat ;
- des décisions concrètes sur les négociations au titre de la Convention notamment : le niveau et les modalités liés aux finances post-2012, le degré de comparabilité des ambitions, l'opérationnalisation effective de l'ensemble des mécanismes et institutions de Cancun, en particulier une réelle identification des ressources financières pour alimenter le « Fonds Vert Climat » qui reste jusqu'ici un simple vœu pieux;
- un programme de travail pour la Plateforme de Durban en accord avec l'ensemble des principes et règles de la Convention, particulièrement la responsabilité commune et différenciée ;
- des arrangements institutionnels, équitables et transparents, facilitant l'accès des pays en développement aux moyens de mise en œuvre cohérente et simplifiée ;
- le transfert des technologies appropriées, accessibles aux pays en développement afin d'encourager des actions d'atténuation et d'adaptation qui répondront aux besoins immédiats de nos pays.

- **Monsieur le Président ;**
- **Mesdames et Messieurs.**

L'adaptation reste et demeure notre première priorité. Par conséquent, nous considérons que l'appui à l'adaptation aux impacts présents et futurs des changements climatiques est une condition sine qua non pour l'atteinte des résultats fructueux ici à Doha.

- **Monsieur le Président ;**

- **Mesdames et Messieurs.**

Le monde entier nous regarde, la nouvelle génération en premier. Elle espère que notre sens de responsabilité l'emportera face à notre égoïsme à vouloir la léguer un monde surchauffé et sans espoir. Elle espère que nous prendrons des engagements forts visant à réduire de façon drastique les émissions de gaz à effet de serre et assurer ainsi un réchauffement en dessous des 2°Celsius, la barre fatidique.

Nous ne pouvons faillir à cela.

Je suis confiant que sous votre direction nous ne faillirons pas.

Prouvons à la nouvelle génération que nous sommes capables de relever le défi des changements climatiques.

Sauvons notre planète!

Je vous remercie de votre bienveillante attention.